

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Vie chère : Ali Bongo instruit le gouvernement

C'ÉTAIT à l'occasion de l'entretien que le chef de l'État a eu hier, au palais de la présidence de la République, avec la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda. D'autres sujets étaient à l'ordre du jour.



Photo: DR

Plusieurs sujets ont été abordés au cours de l'audience que le chef de l'Etat a accordée au Premier ministre, hier.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a reçu en audience hier, à la présidence de la République, la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda. Cette dernière était accompagnée du ministre des Affaires étrangères, Michael Moussa Adamo. Plusieurs sujets ont été abordés au cours des échanges. Outre les questions diplomatiques, celles liées à l'économie étaient à l'ordre du jour. Occasion pour le chef de la diplo-

matie gabonaise, Moussa Adamo, qui, ces derniers temps, a pris part à plusieurs rendez-vous à travers le monde, avec des rencontres de haut niveau dans la foulée, de faire le point au président de la République sur la situation diplomatique du Gabon. Non sans souligner avoir présenté les différentes possibilités d'investissements de nos partenaires dans des secteurs prioritaires tels que la transformation du bois, les nouvelles technologies et les infrastructures, etc. S'agissant des questions liées à l'actualité du moment, Mme Os-

souka Raponda a évoqué la vie chère relative, entre autres, à l'augmentation du taux d'inflation sur le territoire national, consécutive à la guerre en Ukraine. Face à cette préoccupation qui affecte directement le quotidien des Gabonais, le chef de l'État n'est pas resté insensible. Loin s'en faut. C'est ainsi qu'Ali Bongo Ondimba a instruit le gouvernement d'assurer le suivi des mécanismes mis en place pour stabiliser le prix du carburant à la pompe, celui du pain et de plusieurs autres denrées de consommation courante.

Koula-Moutou/PDG/An 54: l'autre message!

JKM & O' N.
Libreville/Gabon

C'EST à l'unisson que les militants du Parti démocratique gabonais (PDG) de l'Ogooué-Lolo ont célébré, le week-end écoulé en différé à Koula-Moutou, le 54e anniversaire de leur formation politique. Aux côtés des membres du Comité permanent du Bureau politique, Blaise Louembe, Régis Immongault Tatangani, du président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, et bien d'autres hiérarques du PDG. Une véritable démonstration de force. D'autant que dans une ambiance chaude et militante, Blaise Louembe, Régis Immongault Tatangani et Faustin Boukoubi ont sonné, tour à tour, la mobilisation des troupes en vue de faire réélire leur "champion", Ali Bongo Ondimba, à la tête de notre pays, l'année prochaine. Il faut souligner que la forte mobilisation observée samedi dernier dans le chef-lieu de la province de l'Ogooué-Lolo peut aussi être un message envoyé aux adversaires du PDG dans cette partie du Gabon.

Surtout aux partis "Les Démocrates" (LD) et l'Union nationale (UN) dont les leaders respectifs sont des anciens dignitaires du PDG et natifs de ladite région. Guy Nzouba Ndama et Paulette Missambo, qui ont longtemps fait les beaux jours du parti au pouvoir dans cette province, sont désormais passés dans l'opposition. Et à ce titre, ils entendent combattre davantage leur ancienne formation politique de sorte à la réduire à néant dans cette partie du Gabon. La démonstration de force faite le week-end dernier par les leaders actuels du PDG dans l'Ogooué-Lolo sonne donc comme une réponse aux ambitions légitimes de LD et de l'UN. Tout comme elle traduit une détermination pour les "Pdgistes" logovéens à tout entreprendre aux fins d'anéantir l'adversité de l'opposition et atténuer les ardeurs de leurs anciens "camarades". Cela au moment où nombre d'analystes estiment qu'avec le passage de Missambo et Nzouba Ndama dans l'opposition, et le fait que le secrétariat général lui soit retiré au profit de l'Ogooué-Ivindo, l'Ogooué-Lolo pourrait changer de physionomie politique en 2023.



Photo: DR

Les membres du Comité permanents, Blaise Louembe et Régis Immongault Tatangani, à leur arrivée à la Place de l'Indépendance de Koula-Moutou.

Miroir du gouvernement Obligation de transparence!

ENTRE nous, le gouvernement devrait-il se murer dans le silence après les révélations faites par le Copil citoyen sur la gestion des fonds alloués à la lutte contre la pandémie à Covid-19? On a beau dire, mais l'évidence voudrait que non. Peu importe, à vrai dire, les motivations réelles et profondes des membres de cette plateforme citoyenne, les allégations qu'ils avancent sont à ce point graves que la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, et son ministre de la Santé, le Dr Guy-Patrick Obiang Ndong, se doivent de réagir, quitte à se passer des conclusions auxquelles sont parvenus les membres de la commission d'enquête parlementaire au terme de leurs investigations. Laisser faire et laisser dire reviendraient à conforter tous

ceux qui, à tort ou à raison, estiment que la gestion de cette crise sanitaire ne se résume, en réalité sous nos yeux, qu'à un "Covid business". Ce qui ne contribuerait qu'à déliter davantage la confiance entre les gouvernants et les gouvernés. Tant les populations auront le sentiment d'être tenues, une fois de plus, volontairement à l'écart de la gestion d'une situation dont l'impact aura été considérable sur leur quotidien. Comme si, au final, les largesses financières dénoncées par les membres du Copil citoyen étaient véritablement fondées. En démocratie, l'obligation de transparence voudrait qu'après avoir appelé les populations à contribuer à l'effort national de lutte contre la pandémie pendant deux ans et que, dans le même temps, certains citoyens prétendent

que de nombreuses dérives auraient été commises dans le cadre de cette opération, le gouvernement est tenu d'en faire toute la lumière. Une exigence à laquelle ne sauraient se démettre Rose Christiane Ossouka Raponda et l'ensemble des membres de son équipe. D'autant plus que les avantages et autres émoluments que se seraient octroyés les personnalités chargées d'animer et de coordonner la riposte contre la pandémie frisent l'indécence, en ces temps de crise financière.

J.KOMBILE MOUSSAVOU